

**Climat - Réponse de Mme Brune
Poirson, secrétaire d'État auprès du
ministre de la transition écologique
et solidaire, à une question au
gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 07 novembre 2017)

Question sur la lutte contre le réchauffement climatique

Monsieur le Député, la COP23 s'est ouverte hier à Bonn sous la présidence des Îles Fidji et c'est un signe fort qu'un petit État menacé directement dans son identité et dans sa population préside une telle conférence.

La France est plus que jamais mobilisée pour soutenir les Fidji dans les grandes priorités qu'elle s'est fixées, dont la première est de pousser la mise en oeuvre de l'accord de Paris. Ce sera pour la France l'occasion d'y mettre toute son énergie, à l'heure où les États-Unis se sont retirés de cet accord.

La deuxième priorité est l'ambition. Nous avons en effet toujours le choix entre deux attitudes : nous résigner ou, au contraire, être résolument ambitieux. Ce gouvernement a fait le choix de l'ambition.

Nous pensons qu'une politique volontariste nous permettra de mettre en oeuvre et d'appliquer des politiques publiques efficaces en matière de lutte contre le changement climatique.

C'est ce que nous avons déjà fait avec le Plan climat qui a été annoncé le 6 juillet dernier, plus ambitieux encore que l'accord de Paris dans les objectifs que nous nous sommes fixés, parmi lesquels la neutralité carbone à l'horizon 2040.

Ces politiques, ce sont aussi toute une série de mesures en faveur des plus modestes, que nous avons mises en oeuvre et annoncées début septembre.

C'est également la loi sur les hydrocarbures, votée par cette assemblée, qui vise à sortir peu à peu des énergies fossiles, et en tout cas d'en interdire l'exploitation d'ici 2040. Sortir des énergies fossiles n'est pas seulement souhaitable : c'est aussi faisable. L'une des choses que nous voulons faire est de continuer à encourager chacun, notamment en nous tournant vers la société civile, pour viser la neutralité carbone.

Enfin, parce que nous n'avons pas droit à l'indifférence, nous devons penser aux populations les plus défavorisées et les plus vulnérables. C'est la raison pour laquelle le président de la République a rappelé à New York que la France apporterait une contribution pour le climat qui s'élèverait à 5 milliards d'euros à partir de 2020, dont 1 milliard pour les populations les plus vulnérables./.

(Site internet de l'Assemblée nationale)